

Vague déferlante sur le monde

L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis interpelle par ses premières mesures omnidirectionnelles. Dans un style très personnel alliant les cultures d'homme d'affaire et de cow-boy, il aborde brutalement tous les problèmes.

Le businessman qu'il demeure n'hésite pas à vouloir transformer la bande de Gaza en Riviera locale au bénéfice d'investisseurs américains. Le transfert pur et simple de ses populations, voire de celles de Cisjordanie, vers les états voisins d'Egypte ou de Jordanie, n'est pas pour lui un obstacle ! Il n'hésite pas à accompagner ses idées de pressions politiques avec promesses d'aides économiques substantielles, tout en promouvant de grands projets futuristes d'infrastructures. Fort du phénomène d'entraînement que peuvent susciter ses idées, le président américain se veut optimiste sur l'avenir de son plan.

Concernant le vieux problème israélo-palestinien, la conjoncture lui est favorable. Si l'on excepte les Palestiniens, les premiers concernés, l'Egypte et la Jordanie très dépendantes des subsides américains pourraient bien être tentées. Il est cependant difficile de prévoir les réactions des rues arabes. Outre l'atténuation variable de l'aspect émotionnel à la cause palestinienne, le plan américain serait néanmoins une reconnaissance implicite des annexions israéliennes de la guerre du Kippour en 1967 avec l'occupation du Golan, de la Cisjordanie et surtout de Jérusalem-est.

Prônés par Washington, les accords d'Abraham, qui impliquent la reconnaissance d'Israël, deviendraient alors une possible approche de paix à cet éternel conflit du Moyen-Orient. Encore faudrait-il également que d'autres pays arabes viennent s'ajouter aux quatre premiers signataires qu'ont été le Maroc, le Soudan, les Emirats Arabes Unis et Bahreïn. L'Arabie Saoudite, gardienne des deux lieux saints de l'Islam pourrait-elle les rejoindre et apporter sa caution à la reconnaissance de ce pays qui contrôle le troisième lieu saint, la mosquée d'El Aqsa à Jérusalem-est ? Fidèle à la politique américaine, le Président Trump demeure très attentif à l'évolution de cette zone riche en hydrocarbures et géopolitiquement sensible avec l'Iran des mollahs et ses vellétés nucléaires.

L'Afrique du Nord, avec ses problèmes interétatiques sur fond de richesses minières et sa position géostratégique aux portes ouest de la Méditerranée, demeure, elle aussi, l'objet d'une attention particulière. Après le départ des forces militaires françaises, l'Afrique, notamment sahélienne, est de plus en plus convoitée par les néo-colonialistes qui sont devenus les Russes et les Chinois, voire les Turcs, tous très attirés par les richesses du continent. Le nouveau Président des Etats-Unis s'intéresse particulièrement à cette zone très convoitée, sur des routes commerciales de première importance entre l'Orient et l'Occident.

Le djihadisme d'ambiance demeure un danger récurrent dans l'ensemble de ces pays et les crises actuelles nécessitent la prise en compte des intérêts locaux, souvent contradictoires, des grandes puissances qui sont les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Dans le passé, en 1945, la conférence de Yalta avait traité des problèmes qui seraient ceux des lendemains de la guerre. Aujourd'hui, la diversité des situations impose une adaptation des relations interétatiques amorcée par une remise en cause des approches traditionnelles.

L'effronterie et la loi du plus fort veulent remplacer la diplomatie.

Après Poutine, le retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et la création récente du BRICS, ce regroupement de grands pays autour de la Russie et de l'Inde, sont sans doute les prémisses d'une façon nouvelle de traiter de la géopolitique mondiale.

Un nouveau Yalta permettrait-il de remettre de l'ordre dans un monde où, seuls, les intérêts nationaux sont privilégiés ?

François Besson

Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer

Février 2025

